

La politique migratoire dans l'UE

Esquisse d'argumentaire pour l'atelier Europe d'En marche en Beaujolais

(d'après Philippe Brachet, septembre 2018)

Problème : l'accueil et l'asile des migrants est devenu le point le plus sensible et le plus clivant dans l'UE. Il relève autant de la politique sociale que des « valeurs de l'Union » - donc de la démocratie. Comment répondre aux arguments populistes et nationalistes ? Comment tenir compte de l'hostilité d'une partie de l'opinion à l'égard des migrants ? En argumentant à partir des réalités contre les idées reçues, sans angélisme mais avec humanité et réalisme.

Réponse nationaliste et populiste :

- *Les migrants coûtent trop cher en dépenses sociales et*
- *C'est une invasion qui menace l'ordre public.*

Les partisans de « l'Europe forteresse » argumentent à la fois sur les plans moral et économique. C'est sur les deux plans qu'il faut leur répondre. Ils veulent réserver les droits sociaux aux « nationaux de souche » et expulser le maximum de migrants, qu'ils considèrent comme une invasion qui menacerait l'ordre et la civilisation.

Réponse démocratique :

Peut-on concilier les « valeurs communes » de l'UE et les réalités économiques et sociales ? Une politique migratoire commune ne sera acceptée et réellement mise en œuvre que si elle part des réalités et non des idées reçues.

À un problème complexe appelé à durer, il n'existe pas de solution simple ni rapide. À court terme, les migrants sont une charge (supportable parce qu'il ne s'agit pas d'une "invasion"), mais ils peuvent devenir un atout à plus long terme, selon leur intégration (et les mesures mises en œuvre pour faciliter cette intégration).

Arguments pour une réponse démocratique:

- *Dimension morale :*

Nous, Européens, sommes aujourd'hui dans un nouvel état d'urgence qui doit inspirer un nouveau projet européen. L'enjeu principal, c'est le **respect des valeurs communes**. Celles de l'UE sont les mêmes que celles de la République française : « liberté, égalité, fraternité ». Elles doivent guider les politiques concrètes, comme celle à l'égard des migrants.

Les « **droits fondamentaux de la personne** » doivent s'appliquer à tout être humain. Pourtant, les droits des migrants, depuis leur pays d'origine jusqu'à leur éventuelle intégration, ne sont le plus souvent pas respectés (Jungle de Calais et autres camps, droit de la mer...).

Le **droit républicain reconnaît l'obligation d'« assistance à personne en danger »**. Le principe républicain de fraternité inclut « la liberté d'aider autrui, dans un but humanitaire, sans considération de la régularité de son séjour sur le territoire national » (Conseil constitutionnel).

Les « **valeurs chrétiennes** » reposent sur l'universalisme et la charité. Les partisans de « l'Europe forteresse » (V. Orban) revendiquent pour l'UE d'autres valeurs : religion chrétienne menacée par l'Islam, amalgame entre musulmans et terroristes, renforcement des frontières nationales pour retrouver les traditions culturelles (travail, famille, patrie). Le populisme s'alimente de la propagation d'idées reçues et de la peur de l'avenir. **Les égoïsmes nationaux ne sont pas la solution mais le problème.**

- *Dimension historique :*

Les migrations ont toujours existé. Les craintes qu'elles suscitent aussi. L'Histoire nous rappelle que les restrictions à l'immigration furent, entre les deux guerres mondiales, un signe avant-coureur de la seconde Guerre Mondiale.

Migrants célèbres d’hier et d’aujourd’hui : Marie Curie, Albert Einstein, Victor Hugo, Sigmund Freud, Mika (chanteur d’origine albanaise), Pablo Picasso, Tony Parker, Yves Montand, etc.

- *Dimension sécuritaire*

Pour la « droite dure », lutter contre le terrorisme, c’est limiter le nombre de migrants à ceux qu’on peut contrôler. C’est une illusion parce que des terroristes étaient déjà présents avant les migrations, parmi les « Français de souche ». Refermer les frontières nationales ne serait donc pas efficace. Ce sont les frontières de l’espace Schengen qu’il faut mieux contrôler.

Assimiler migrants et terroristes, c’est faux et dangereux parce que c’est prendre le risque de braquer l’ensemble des musulmans, donc de favoriser la radicalisation et d’alimenter le terrorisme.

- *Dimension économique*

Les migrants constituent un coût évident à court terme, mais aussi un atout et un bénéfice à plus long terme. Il faut répartir ce coût. La solidarité européenne quant aux migrations ne pourra s’améliorer qu’à travers l’augmentation du budget européen. C’est l’une des contradictions des partisans de « l’Europe forte-resser » : avec « moins d’Europe », les pays de « première entrée » devront se débrouiller financièrement.

L’accueil des migrants coûte-t-il trop cher ? Cela dépend du temps qu’ils mettent à trouver un travail rémunéré. Ainsi, l’Allemagne les autorise à travailler rapidement après leur arrivée, ce qui soulage les budgets sociaux. Elle a créé des centres d’apprentissage de la langue. Résultat : selon l’Agence fédérale de l’emploi allemande, un quart du million et demi de réfugiés arrivés depuis 2015 ont déjà trouvé un emploi.

La solution n’est-elle pas d’aider leurs pays d’origine à se développer ? Oui mais cela ne ralentira leur migration qu’à long terme. Intégrer les migrants, n’est-ce pas en priver leurs pays d’origine ? Oui si on leur interdit d’y revenir, comme c’est largement le cas aujourd’hui, en contradiction avec les principes du libéralisme. Mais ils peuvent être les agents du co-développement entre la France et leur pays d’origine si leurs compétences et double culture sont valorisées.

- *Dimension des droits sociaux des migrants*

L’objectif est de trouver une position commune aux 27 qui soit la plus conforme possible aux « valeurs de l’UE » et en même temps réaliste.

Peut-on trier entre les “vrais” et les “faux” migrants, les réfugiés politiques (droit d’asile) et économiques (renvoi dans leur pays d’origine) ? Ne sont-ils pas tous un peu des deux, comme l’explique le Pape, lui-même petit fils de migrants italiens ? Le retour suppose que le « pays d’origine » soit repérable et qu’il l’accepte.

Pourquoi donner plus aux migrants qu’aux SDF en France ? Ce sentiment nourrit ceux qui veulent les refouler au maximum. L’accueil des migrants sera d’autant mieux accepté qu’il s’accompagnera d’une meilleure prise en charge des pauvres et sans-abris.

Les migrants ne vont-ils pas prendre les emplois des Français ? Non parce qu’ils peuvent créer de la richesse si on le leur permet. Ils sont souvent diplômés (cas des réfugiés notamment) et très motivés. Il faut d’abord leur enseigner le français et les former si besoin. Plus vite ils peuvent gagner un peu d’argent et plus vite ils peuvent se reconstruire. (Cf. politique de l’Allemagne)

Impact local : l’approche concrète locale montre de nombreux cas où les migrants s’intègrent localement à la satisfaction de tous, quand ils ne sont pas trop nombreux et que leur venue est bien préparée. Y compris de la part de populations qui leurs étaient *a priori* idéologiquement hostiles.

Conclusion :

En 2018, les forces populistes se renforcent dans presque tous les pays de l’UE. Leur poids à venir dépendra largement du résultat des élections européennes. Et ce résultat dépendra de la capacité des forces progressistes à mobiliser autour d’un nouveau projet européen. Nous sommes au bord d’un conflit ouvert entre nations européennes : inspirons-nous de la Résistance au nazisme.

Elle a rassemblé toutes les nationalités, cultures et religions contre le nazisme, sans exclusive mais dans un esprit de fraternité. Elle a puisé sa force dans la construction du programme du Conseil National de la Résistance (CNR). À la Libération, elle l’a appliqué et il inspire toujours l’État-providence. Il ne portait pas le repli nationaliste mais au contraire l’édification de l’Europe, qui a commencé dès les années cinquante.

S’agissant de la politique migratoire, l’accord trouvé *in extremis* le 28 juin 2018 au sommet de Bruxelles est fragile parce qu’il n’apporte ni consensus sur le fond ni réponse opérationnelle concrète.

Annexe : Implications avec d'autres thèmes (cf. autres fiches)

1. La démocratie dans l'UE

Si l'UE se veut une démocratie, elle doit trouver un consensus entre ses membres sur une politique migratoire. Car sinon, les pays de « première arrivée » seront défavorisés, ce qui provoquera des tensions croissantes avec les autres et une situation indigne pour les migrants. Cette dérive a déjà commencé. Elle prouve que le nationalisme n'est pas la solution mais le problème : l'« axe des volontaires » des trois ministres de l'intérieur réunis les 11-12 juillet à Innsbruck a souligné les divergences entre eux. Car :

« La seule chose qui réunit assurément cet "axe" fragile austro-italo-allemand, c'est la volonté de parvenir à une fermeture totale des frontières extérieures de l'Union. Et d'évacuer complètement la question d'éventuelles relocalisations de réfugiés entre pays de l'UE ».

La seule façon de mettre fin à cette dérive est d'argumenter un projet de relance de l'UE qui à la fois « protège et libère », et sache intégrer sa politique à l'égard des migrants à sa politique sociale.

2. La concurrence

Elle est doublement affectée par l'arrivée des migrants :

- entre pays de l'UE. Les pays comme l'Allemagne, l'Italie et la Grèce qui en ont accueilli le plus sont pénalisés par rapport à ceux qui n'en accueillent aucun (Hongrie) ;
- entre migrants et habitants d'un même pays. Ces derniers peuvent s'estimer défavorisés par les dépenses sociales affectées aux migrants et par la concurrence qu'ils subissent de leur part sur le marché de l'emploi.

Ce sont autant d'arguments en faveur d'une péréquation des migrants et de leurs coûts entre pays membres de l'UE.

3. Le développement durable

L'afflux des migrants est en partie causé par les conséquences du dérèglement climatique sur la mondialisation. Car ce dérèglement provoque et provoquera des conflits inter et intra-nationaux.

« Comme le changement climatique, la migration est un phénomène mondial qui doit être appréhendé et géré à la fois à l'échelle nationale et internationale. Comme les politiques environnementales, les politiques migratoires et les politiques d'asile requièrent une approche dépassionnée, scientifique et humaniste. La régulation des mouvements de populations est un des points d'achoppement de la coopération internationale ».

Construire un consensus européen sur la politique migratoire est l'un des défis de l'UE qui ne sera relevé qu'à moyen et long termes. Il est de même importance que le développement durable auquel il est lié.